

édito

« Une femme est morte cette nuit, à trois heures... »

Cette phrase fut prononcée à la radio par l'Abbé Pierre en janvier 1954. Il poursuivit en disant : « ... elle serrait dans ses mains le papier qui lui notifiait son expulsion. »

60ans plus tard, on assiste à une augmentation spectaculaire du mal-logement, ...

60 ans plus tard on meurt encore dans des bidonvilles - en France, en 2014.

Dans la nuit du 11 au 12 février, Mélisa, fillette bulgare de 8 ans est morte dans l'incendie d'une cabane qui l'abritait, elle et sa famille, dans un campement rom, au cœur de Bobigny.

Mélisa n'était pas la première, ces derniers mois, en France, à mourir à cause de la misère et du mal-logement.

Tout ça, à cause, avant tout, d'une situation que le gouvernement actuel a délibérément choisi de laisser pourrir.

On sait que la volonté politique a permis de supprimer les bidonvilles qui fleurissaient en France au sortir de la guerre.

Si aujourd'hui, des bidonvilles resurgissent, c'est aussi et AVANT TOUT du fait d'une volonté politique délibérée.

Les bidonvilles sont utilisés par le pouvoir en place pour occuper la une des médias et détourner l'attention des électeurs.

Mais dans la nuit du 11 au 12 février 2014, en France, une petite fille est morte. Et d'autres avant elle ... et d'autres après elle si ce gouvernement ne change pas de politique.

Les profits des multinationales explosent en même temps qu'explosent la misère, les inégalités, la précarité ...

Mais pendant que des enfants et leurs familles subissent chaque jour les risques d'un habitat précaire - en France, en 2014 - le gouvernement garde les yeux fixés sur les sondages d'opinion. Comme paralysé.

Maintenant, il faut que ça change.

Et ça ne changera pas par magie.

IDÉES REÇUES, CLICHÉS, ET AUTRES PRÉJUGÉS :

« ON NE PEUT PAS LES INTÉGRER : CE SONT DES NOMADES » **FAUX!**

En France, ils sont contraints à la mobilité du fait des évacuations répétées de leurs lieux de vie. Ces personnes sont sédentaires dans leur pays d'origine et viennent le plus souvent de milieux ruraux, mais aussi de la ville.

Les caravanes que l'on peut voir sur certains bidonvilles sont un abri de fortune pour ces familles et ne correspondent pas à leur habitat traditionnel.

« ILS NE VEULENT PAS SCOLARISER LEURS ENFANTS » **FAUX!**

Ils désirent comme tous les parents que leurs enfants soient scolarisés. Ils sont conscients que c'est le meilleur moyen d'intégration.

Les familles se heurtent à de nombreux obstacles pour l'inscription de leurs enfants : administratifs, financiers (cantines, habillement, fournitures). Les évacuations répétées des lieux de vie entraînent un décrochage des enfants enfin inscrits.

« ILS NE DEVRAIENT PAS AVOIR LE DROIT DE VENIR EN FRANCE » **FAUX!**

Le droit de quitter son pays est reconnu à toute personne par l'article 13 de la déclaration universelle des droits de l'Homme. En tant que citoyens européens, ils bénéficient du droit à la libre circulation. Cette migration, comme toute autre, s'effectue pour des raisons économiques auxquelles s'ajoute la volonté d'échapper aux traitements discriminatoires que les Roms subissent dans leur pays d'origine.

DOSTA!*

on vit une époque formidable, mais pas pour tout le monde

*ASSEZ ! journal mural d'information sur les discriminations

édité par le collectif de soutien aux roumains d'ivry

numéro 3 mars 2014

actualités

À Ivry, ce n'est qu'un début M. le Préfet!

Ça bouge sur le bidonville Truillot. Va-t-il bientôt disparaître ?

Les habitants du terrain et les Ivryens le souhaitent pour les mêmes raisons : il est indigne, au XXIème siècle, de laisser survivre des familles dans des conditions inhumaines, dans la boue, au milieu des rats.

Les bidonvilles tuent et ceux qui laissent faire sont responsables.

A Ivry, un espoir : réclamé par le Collectif et la Ville, un diagnostic social des habitants du

terrain, est sur le point de se terminer. Il a établi que 29 familles pouvaient prétendre à l'insertion dans le droit commun.

Dix d'entre elles seront logées par la ville d'Ivry, fidèle à ses traditions de solidarité. Par ailleurs, 15 familles diagnostiquées « vulnérables » ont besoin d'un suivi. Et enfin, 29 familles doivent être accompagnées dans leur projet.

C'est un grand pas, mais cela ne fait pas le compte, d'autant que toutes les familles n'ont pas été rencontrées par l'opérateur.

Tous les « habitants » du bidonville doivent être relogés et accompagnés.

Le Collectif de soutien et les Ivryens ne laisseront personne jeté à la rue !

M. Hirsch, nouveau directeur de l'AP HP propriétaire du terrain, s'est engagé à ne pas demander l'exécution de la décision de justice « demandant » l'expulsion du terrain le 26 mars.

Il y a donc du temps pour s'occuper de tout le monde.

Mme Duflo, Ministre du logement, a affirmé récemment vouloir éradiquer tous les bidonvilles.

Des fonds existent pour cela, tant au plan national qu'europpéen, encore faut-il avoir la volonté des les demander ... et des les employer !

Encore un effort M. le Préfet, c'est possible !

soutien

« J'étais au Hangar à Ivry, avec Charlie Richard et Johnny Montreuil, pour un petit coup de main au campement d'Ivry. Et ben, c'était un réel plaisir. Continuons tous à être solidaires, ça en vaut la peine. Quoi qu'on en dise, c'est sûrement plus rock' n' roll que ce que l'on croit ! »

Sanseverino Musicien

portrait

Mirabella (29 ans) et Daniel (34 ans), Roms, habitants du campement de la rue Truillot

Mirabella a 8 ans lorsque son père, journalier à la ferme, meurt.

Quand sa mère, ouvrière dans le textile, est hospitalisée deux ans, elle quitte l'école pour s'occuper de ses frères et

soeurs. Daniel a grandi à Dororoï. Quatre ans à l'école où on ne s'occupe pas de lui, puis des petits boulots.

Cantonnier comme son père durant 2 ans, il est « délogé » parce que Rom. Il récupère alors la ferraille, fait les poubelles, travaille parfois « comme un esclave » de 8 à 20h, pour 3 euros.

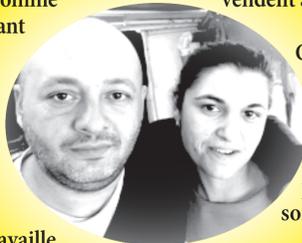
En 2006, son frère part en France. Six mois après, il le rejoint. Peu après, de retour au pays, il fait la connaissance de Mirabella dans une fête, chez elle à Botochan. Elle a 22 ans, ses frères et soeurs sont élevés, elle le suit.

Depuis 7 ans, ils vivent à Ivry ou à proximité. Ensemble, ils récupèrent vêtements et chaussures dans les poubelles et les vendent à Montreuil.

Chaque mois ils envoient 50 euros à la mère de Mirabella pour ses soins.

Lui rêve de nettoyer les rues « parce qu'il sait bien le faire », elle voudrait faire des ménages. Quand ils auront un appartement, ils se marieront et auront des enfants.

D'après les propos de Mirabella et Daniel recueillis le lundi 17 février au campement de la rue Truillot



zoom

RETOUR VERS LE FUTUR

Années 60, bidonville de Nanterre. Dans l'avant-propos de *Chronique du bidonville 1959-1962*, Monique Hervo écrit :

« Du côté de Nanterre, les Parisiens n'approchent pas du terrain vague (...). Dans un tel climat de xénophobie, comment la population française accepterait-elle que les pou-

voirs publics logent de tels individus ! »

Pourtant le bidonville a été éradiqué et cette population relogée.

Des solutions ont été trouvées il y a 55 ans...et aujourd'hui ?

des chiffres!

16 649

personnes vivent dans les bidonvilles (chiffre Dihal)

720

personnes expulsées chassées de leur lieu de vie (même indigne) en période hivernale depuis 3 semaines dans le Val-de-Marne (expulsions de Bonneuil, Limeil et Alfortville)

6 000

enfants roms en état de grande précarité et sans abri vivent dans les bidonvilles en France (30 000 enfants en tout, selon la fondation Abbé Pierre)

400

bidonvilles à résorber : objectif actuel annoncé par Cécile Duflo, Ministre du logement